

CONVENTION N°

/ PR du
(SJS24203562AC-5)

convention relative aux actions de prévention et de lutte contre le
dopage en Polynésie française

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu la convention internationale contre le dopage dans le sport, adoptée à Paris le 19 octobre 2005 ;
- Vu le code du sport ;
- Vu le code Polynésien des marchés publics, notamment son article LP.123-3 ;
- Vu la loi du pays n°2024-36 du 26 décembre 2024 relative à la lutte contre le dopage ;
- Vu l'arrêté n° /CM du approuvant la convention relative à la lutte contre le dopage en Polynésie française ;
- Vu la convention entre l'Etat et la Polynésie française n° 87-19 du 26 décembre 2019 relative à la jeunesse, au sport et à la vie associative ;
- Vu la convention n°9306 PR du 30 novembre 2021 relative au partenariat entre la Polynésie française, l'Agence française de lutte contre le dopage et l'Etat pour la mise en œuvre de la politique de lutte contre le dopage en Polynésie française ;
- Vu la délibération n°2025-02 du 13 février 2025 relative à la prévention et à la lutte contre le dopage en Polynésie française adoptée par le collège de l'Agence française de lutte contre le dopage ;
- Vu l'avis favorable n° HC/227/DIRAJ/BAJC/CM du 27 mai 2025 du Haut-commissariat de la République en Polynésie française,

ENTRE :

La Polynésie française, prise en la personne de son Président, Monsieur Moetai BROTHERSON, ci-après désigné "la Polynésie française",

d'une part,

ET :

L'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD), autorité publique indépendante régie par l'article L. 232-5 et suivant du code du sport, dont le siège social est sis 8 rue Auber à 75009 Paris, courriel : info@aflld.fr, représentée par Madame Béatrice BOURGEOIS, agissant en qualité de Présidente, ci-après désigné "l'AFLD",

d'autre part,

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE :

La loi du pays n°2024-36 du 26 décembre 2024 relative à la lutte contre le dopage instaure un organisme en charge de la prévention et de la lutte contre le dopage qui exerce ses missions de manière indépendante. En application de l'article LP 6 de ladite loi, cet organisme conduit les actions d'éducation et de prévention antidopage à l'égard des publics qu'il définit. En application de l'article LP 3 de la même loi et de l'article L. 424-2 du code du sport, les actions de prévention et de lutte contre le dopage, définies et mises en œuvre par cet organisme, peuvent être exercées par l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD). L'AFLD exerce ces missions dans les conditions fixées par les textes, lois du pays, délibérations et arrêtés régissant cette activité en Polynésie française.

Une convention est signée entre la Polynésie française et l'Agence française de lutte contre le dopage, laquelle dans le cadre du troisième alinéa de l'article 169 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, a pour objet de préciser les conditions d'exercice par l'AFLD des missions prévues dans le cadre des actions de prévention et de lutte contre le dopage et les conditions de prise en charge par la Polynésie française des coûts liés à l'exercice de ces missions.

Compte tenu de :

- l'avis favorable n° HC/227/DIRAJ/BAJC/CM du 27 mai 2025 du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française ;
- l'approbation par le conseil des ministres dans sa séance du _____ ;

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIVIT :

TITRE I - CONDITION D'EXERCICE DES MISSIONS DE L'AFLD EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE DOPAGE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Article 1er. - Missions de l'AFLD

Les missions de l'AFLD relatives aux actions de prévention et de lutte contre le dopage en Polynésie française s'articulent autour des activités définies à l'article LP 6 de la loi susvisée. A ce titre, elle :

- conduit les actions d'éducation et de prévention ;
- réalise des contrôles suivant les prescriptions définies par la loi du pays susvisée ;
- fait réaliser l'analyse des prélèvements effectués lors des contrôles et peut effectuer des prélèvements pour le compte de tiers ;
- assure la gestion des résultats définis à l'annexe 1 du code mondial de l'antidopage et exerce un pouvoir disciplinaire ;
- délivre les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques et se prononce sur la reconnaissance de la validité des autorisations d'usage délivrées par une organisation responsable d'une grande manifestation ou d'une fédération internationale ;
- peut reconnaître et appliquer les décisions constatant l'existence d'une violation, les sanctions de suspension, les suspensions provisoires et les annulations de résultats prises par des organisations qui ne sont pas signataires du code mondial antidopage, mais dont les règles sont conformes à celui-ci ;
- met en œuvre les actions d'éducation à destination des sportifs et des membres du personnel d'encadrement de ces sportifs ;
- peut adresser aux fédérations sportives des recommandations dans les matières relevant de ses compétences et s'assurer du respect par les fédérations sportives, leurs organes et leurs préposés, de leurs obligations en signalant tout manquement à ces obligations au ministre chargé des sports, et à la fédération internationale concernée ainsi qu'en portant ce manquement à la connaissance du public ;
- peut être consultée par les fédérations sportives sur les questions relevant de ses compétences ;
- est consulté sur tout projet de texte relatif à la lutte contre le dopage.

Article 2. - Actions d'éducation et de prévention

L'AFLD met à la disposition de la Polynésie française les documents, quel qu'en soit le support, utiles aux actions d'éducation ou de prévention antidopage et autorise leur reproduction ou diffusion auprès des différents publics. Elle peut, avec le concours de la Polynésie française ou à sa demande, adapter le contenu des documents existants (langue, thème spécifique, support de diffusion, etc.).

Sous réserve des coûts d'adaptation de ces documents ou de reproduction de ces mêmes documents à la charge de la Polynésie française, l'AFLD assure gracieusement cette mission.

Article 3. - Contrôles et analyses des prélèvements

En vue de l'organisation des contrôles antidopage, l'AFLD assure l'analyse des risques et la répartition annuelle des échantillons entre les disciplines pour la Polynésie française. Elle décide de la tenue des contrôles, organise les opérations, fournit le matériel requis et émet l'ordre de mission correspondant.

L'AFLD assure le recrutement, la formation initiale et continue ainsi que l'agrément des préleveurs. Les frais engagés au titre des formations sont partagés entre l'AFLD et la Polynésie française suivant une clef de répartition définie entre les parties.

L'AFLD fait procéder à l'analyse des résultats des échantillons ou à leur réanalyse auprès d'un laboratoire antidopage accrédité par l'Agence mondiale antidopage et décide de leur destruction ou de leur conservation.

L'indemnisation des préleveurs ainsi que les frais de transport, de séjour, d'hébergement et de matériel liés à la tenue d'une mission de contrôle ou de formation, comme les frais d'analyse, sont pris en charge par la Polynésie française. L'AFLD prend à sa charge les autres frais liés aux activités de contrôle. Les montants dus par la Polynésie française sont acquittés, sur présentation d'un justificatif de l'AFLD, par versement direct aux intéressés ou par remboursement à l'AFLD de frais avancés par ses soins.

La Polynésie française met à disposition de l'AFLD, pour la réalisation de ses missions de contrôle, un camion équipé aux fins de réaliser le prélèvement des échantillons sur site.

La Polynésie française, dans le cadre de la mise à disposition d'un véhicule support aux missions de prélèvements, prend en charge les coûts d'entretien du véhicule mis à disposition ainsi que les coûts d'assurance. L'usage de ce véhicule est dédié à l'île de Tahiti et de Moorea. Les coûts rattachés au déplacement du véhicule, notamment l'essence, sont pris en charge par la Polynésie française. S'agissant de dépenses engagées dans le cadre du programme de contrôle mené de manière indépendante, le camion sera tenu prêt à son utilisation avec un dispositif d'emprunt par les préleveurs garantissant le caractère inopiné de ces contrôles.

Article 4. - Gestion des résultats et pouvoir disciplinaire

La mise en œuvre des procédures disciplinaires relatives aux violations des règles relatives à la lutte contre le dopage est assurée gracieusement par l'AFLD jusqu'au terme définitif des procédures administratives engagées. En cas de recours contentieux à l'encontre d'une décision disciplinaire, la défense est assurée par la Polynésie française devant la juridiction compétente avec le concours de l'AFLD en vue de l'élaboration et de la production des mémoires et pièces nécessaires devant ladite juridiction.

Article 5. - Délivrance des autorisations d'usage à des fins thérapeutiques

Les demandes d'autorisations d'usage à des fins thérapeutiques ou de reconnaissance de ces autorisations sont transmises à l'AFLD, au moyen d'une adresse électronique communiquée par ses soins, en vue de leur traitement. La réception et l'instruction de ces demandes sont assurées gracieusement par l'AFLD.

Article 6. - Collecte du renseignement et conduite des enquêtes

L'AFLD recueille des renseignements et effectue des enquêtes afin de procéder à des contrôles ciblés ou de rechercher ou constater les violations des règles relatives à la lutte contre le dopage. Elle assure la transmission d'informations aux autorités administratives et judiciaires compétentes. Au besoin, les services de la Polynésie française apportent leur concours aux actes d'enquête dans le respect des articles L. 424-2 et L. 424-3 du code du sport.

L'AFLD assure gracieusement cette mission.

Article 7. - Relations avec les fédérations sportives

La Polynésie française transmet annuellement à l'AFLD un recueil de données précisant notamment par discipline et disciplines associées, le calendrier des manifestations sportives annuelles telles que définies à l'article LP 2 de la loi du pays relative à la lutte contre le dopage et toutes les informations utiles à l'élaboration du programme de contrôle et au bon déroulement des contrôles.

En outre, l'AFLD peut solliciter les fédérations pour toute informations utiles à la réalisation du programme de contrôle.

L'AFLD peut accompagner les fédérations dans leur organisation d'actions d'éducation ou les assister sur toutes questions relatives à l'antidopage.

Article 8. - Accompagnement règlementaire

L'AFLD s'engage à porter à la connaissance de la Polynésie française les évolutions des normes internationales applicables en matière de prévention et de lutte contre le dopage et à proposer les modifications rendues nécessaires par cette évolution pour les règles applicables en Polynésie française.

Article 9. - Coordination et assistance locales

La Polynésie française, s'engage à désigner un coordonnateur antidopage qui sera l'interlocuteur privilégié de l'AFLD. Le coordonnateur a notamment pour mission la coordination de la mise en place des différents réseaux d'éducateurs et de préleveurs (recrutement, formation ...), l'adaptation des supports de prévention et de communication et la transmission des données nécessaires aux actions de contrôles.

La Polynésie française s'engage à communiquer à l'AFLD les éléments nécessaires à l'élaboration du programme annuel de prévention et de lutte contre le dopage, notamment les informations relatives aux manifestations sportives, aux stages, rassemblements et entraînements sportifs ainsi qu'au nombre de pratiquants des disciplines en Polynésie française. Elle communique la liste des sportifs de haut niveau et le calendrier prévisionnel des manifestations internationales auxquels participent des sportifs locaux, qu'elles se tiennent à l'étranger ou en Polynésie française.

TITRE II - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 10. -

Principe de la prise en charge des coûts par la Polynésie française

La Polynésie française prend en charge le coût complet des prestations liées aux missions de l'AFLD énumérées au titre I de la présente convention. Les coûts supportés par l'Agence française de lutte contre le dopage pour la réalisation de la mission peuvent être constitués d'une part de frais fixes et d'autre part d'éléments variables directement corrélés au volume de missions et d'échantillons réalisés par l'AFLD.

Les frais fixes peuvent concerner des actions d'éducation et de prévention particulières ou toute autre mission tel que précisé au titre I de la présente convention. Ils sont déterminés par convention particulière.

Les frais variables sont pour leur part directement liées aux volumes, au nombre de missions et d'échantillons réalisés et à la nature des prélèvements avec, en amont des opérations de contrôle, la formation et l'agrément de préleveurs, l'élaboration du programme de contrôle et la mobilisation desdits préleveurs. Ils couvrent également l'expédition postale des prélèvements, l'analyse des prélèvements, la gestion des résultats et le pouvoir disciplinaire.

La Polynésie française informe l'AFLD, de tout projet réglementaire modifiant le périmètre ou le contenu des missions rendues au titre de la lutte contre le dopage. L'AFLD s'engage à fournir à la Polynésie française, à sa demande, dans les meilleurs délais et à titre indicatif, le chiffrage de telles mesures.

L'AFLD s'engage également à informer la Polynésie française de tout projet ou augmentation des charges susceptibles d'avoir une incidence significative sur le coût des prestations facturées à la Polynésie française ou sur son offre de services.

Article 11. - Détermination de la prise en charge des coûts par la Polynésie française

Pour la durée de la convention, les frais variables s'établissent annuellement par devis estimatif au plus près de la dépense pour un volume de 100 à 150 échantillons. Le coût annuel s'établit à la somme d'environ 10.000.000 XPF (dix millions de francs pacifiques).

Article 12. - Détermination du coût annuel des missions énumérées au titre I de la présente convention

Afin de permettre chaque année à la Polynésie française d'inscrire, lors de la préparation budgétaire de l'année suivante, les coûts liés à la mise en œuvre de la présente convention, l'AFLD s'engage à transmettre à la Polynésie française l'estimation des coûts à facturer pour l'année suivante, conformément aux dispositions de l'article 13 de la présente convention.

Pour l'année 2025, l'estimation sera transmise au plus tard le 15 mai 2025. Pour les années ultérieures, l'estimation sera transmise au plus tard le 30 juin de l'année précédente.

Article 13. - Modalités de paiement des coûts

Deux facturations seront présentées au paiement de la Polynésie française :

- La première arrêtée au 30 juin de chaque année, couvre les coûts réalisés au titre du premier semestre de l'exercice en cours. Cette dernière devra être présentée à la Polynésie française au plus tard le 31 octobre de la même année ;

- La deuxième facture, arrêtée au 31 décembre de chaque année, couvre les coûts réalisés au titre du deuxième semestre de l'exercice en cours ainsi que les éventuels ajustements des dépenses du premier semestre sur la base du nombre de missions et de prélèvements effectivement réalisés. Cette dernière devra être présentée à la Polynésie française au plus tard le 30 avril de l'année suivante.

Pour l'exercice 2025, une seule facture, arrêtée au 31 décembre 2025, sera présentée au plus tard le 30 avril 2026.

TITRE III - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 14. - Entrée en vigueur et durée

La présente convention entre en vigueur à sa date de signature.

Elle est conclue pour une durée de trois années, renouvelable par tacite reconduction pour la même durée.

Article 15. - Révision

La présente convention peut être révisée d'un commun accord, par avenant, sur demande de l'une des parties.

Article 16. - Résiliation

La présente convention peut être dénoncée, à tout moment, par chacune des parties, au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de six mois. La résiliation de la convention prend alors effet 180 jours après la réception de la lettre recommandée. Toutefois, les parties sont tenues d'achever les prestations et paiements y afférents qui sont en cours d'exécution.

La présente convention est résiliée de plein droit en cas de mesure réglementaire nouvelle affectant les conditions de sa mise en œuvre ou la rendant incompatible avec le statut respectif des parties. Elles sont tenues d'achever les prestations et paiements y afférents qui sont en cours d'exécution.

Article 17. - Règlement des différends

Les parties s'engagent à chercher une issue amiable aux éventuelles difficultés nées de la présente convention, le cas échéant, en désignant conjointement un médiateur en vue de les assister dans la recherche d'une solution.

A défaut, tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de la Polynésie française.

Article 18. - Election de domicile

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

Présidence de la Polynésie française

B.P. 2551, 98713 Papeete, TAHITI, Polynésie française

Bâtiment Tarahoi - 24 Avenue Dupetit-Thouars

Tél. : (689) 40 47 20 00, Fax. : (689) 40 41 97 81

Email : capr@presidence.fr

Agence française de lutte contre le dopage

8 rue Auber, 75009 Paris

Tél. : (33) 01 40 62 76 76, Fax. : (33) 01 40 62 77 39

Email : info@afl.d.fr

Article 19. - Nombre d'exemplaires

La présente convention est établie en quatre (4) exemplaires originaux. Elle est exempte de tout droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à , le

Fait à , le

Pour l'Agence Française de Lutte contre le Dopage
la Présidente ¹

Pour la Polynésie française
le Président de la Polynésie française

Béatrice BOURGEOIS

Moetai BROTHERRSON

¹ Mention manuscrite « lu et approuvé » avant la signature